

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/GEN/27  
2 décembre 2004

(04-5245)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

## PROPOSITION CONCERNANT LA DÉFINITION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE ARTICLE 4.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

Communication du Brésil; du Chili; de la Colombie; de la Corée, Rép. de;  
du Costa Rica; de Hong Kong, Chine; d'Israël; du Japon; de la Norvège;  
de Singapour; de la Suisse; du Territoire douanier distinct de Taiwan,  
Penghu, Kinmen et Matsu et de la Thaïlande

La communication ci-après, datée du 30 novembre 2004, est distribuée à la demande des délégations du Brésil; du Chili; de la Colombie; de la Corée, Rép. de; du Costa Rica; de Hong Kong, Chine; d'Israël; du Japon; de la Norvège; de Singapour; de la Suisse; du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu et de la Thaïlande.

Les délégations qui ont présenté la communication ont demandé que ce document, qui a été soumis au Groupe de négociation sur les règles en tant que document informel (JOB(04)/182), soit aussi distribué en tant que document formel.

### Présentation du problème:

Aux termes de l'article 4.1 de l'Accord antidumping, l'expression "branche de production nationale" s'entend de a) "l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires" ou de b) "ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits".

Bien que l'article 4.1 exprime l'idée que la branche de production nationale s'entend, sinon de l'ensemble des producteurs, du moins de la majeure partie d'entre eux, un précédent groupe spécial de l'OMC<sup>1</sup> a constaté que l'expression "une proportion majeure" n'exigeait pas que ce soit la majorité (plus de 50 pour cent), mais une proportion "importante, sérieuse ou notable" de la production nationale totale. En l'absence d'indication sans équivoque dans l'Accord antidumping sur ce point, des droits antidumping peuvent être adoptés sur la base d'une détermination de l'existence d'un dommage pour une proportion très limitée de la production nationale du produit similaire.

Dans un exemple hypothétique où l'autorité définirait "la branche de production nationale" comme étant les producteurs nationaux dont les productions additionnées du produit similaire constituent 30 pour cent de la production nationale totale de ce produit, des droits antidumping pourraient être imposés alors que 70 pour cent des producteurs nationaux du produit similaire ne sont

---

<sup>1</sup> Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil (WT/DS241/R).

confrontés à aucun problème lié à des importations faisant l'objet d'un dumping, ce qui est susceptible de causer une grave distorsion économique sur le marché.

**Éléments de solution:**

Pour éviter une telle situation, il devrait être précisé qu'"une proportion majeure" s'entend de "la proportion majeure" de la branche de production nationale, c'est-à-dire, de plus de 50 pour cent de la production nationale totale.

**Proposition n° 1:**

Modifier l'article 4.1 comme suit<sup>2</sup>:

"Aux fins du présent accord, l'expression "branche de production nationale" s'entendra de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou, **dans des cas exceptionnels prévus par le présent accord<sup>3</sup>, d'une proportion de producteurs aussi élevée que possible, mais pas moindre que** celle de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent la proportion majeure (**plus de 50 pour cent**) de la production nationale totale de ces produits; toutefois:"

**Présentation du problème:**

L'article 4.1, tel qu'il est modifié ci-dessus, définit l'expression "branche de production nationale" comme s'entendant de l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou, exceptionnellement, de "la proportion majeure" de la production nationale totale du produit similaire. Néanmoins, il n'y a pas de discipline claire établissant les conditions ou les situations dans lesquelles c'est "la proportion majeure" de la production nationale totale du produit similaire qui doit être utilisée. Le manque de clarté à cet égard a une incidence potentielle sur la façon dont il doit être procédé aux déterminations de l'existence d'un dommage.

**Éléments de solution:**

Il est nécessaire d'établir que l'analyse du dommage à laquelle les autorités procèdent doit porter sur la production totale du produit similaire dans le Membre importateur, comme défini à l'article 4.1.

Dans les situations dans lesquelles les autorités démontrent clairement qu'elles ne disposent pas de renseignements concernant la production totale du produit similaire, l'analyse du dommage doit être effectuée à l'aide de tous les renseignements dont les autorités peuvent disposer sur les producteurs nationaux, à condition que ces renseignements aient trait aux producteurs nationaux dont les productions additionnées du produit similaire constituent la majorité de la production nationale totale de ce produit, c'est-à-dire, plus de 50 pour cent de la production totale.

Les autorités doivent démontrer que, malgré la possibilité qui a été ménagée à tous les producteurs de répondre aux questionnaires, il n'a pas été possible de faire porter l'analyse du dommage sur la production totale du produit similaire.

---

<sup>2</sup> S'agissant de l'actuel article 4.1 i), les Amis des négociations antidumping reviendront, à un stade ultérieur, à la question de savoir si, dans des situations ou circonstances spécifiques, certaines parties de la production nationale totale peuvent être exclues aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage.

<sup>3</sup> Voir la proposition n° 2.

**Proposition n° 2:**

Ajouter une nouvelle disposition dans l'Accord antidumping comme suit:

"Les autorités ne ménageront aucun effort pour obtenir tous les éléments de preuve pertinents concernant tous les producteurs nationaux du produit similaire aux fins de l'établissement d'une détermination de l'existence d'un dommage. Dans les cas exceptionnels où il n'est pas possible d'obtenir des éléments de preuve ayant trait à tous les producteurs nationaux, les autorités utiliseront tous les éléments de preuve obtenus en ce qui concerne les producteurs nationaux, à condition que ces éléments de preuve aient trait à une proportion de producteurs aussi élevée que possible, mais pas moindre que celle de ceux d'entre eux dont les productions additionnées des produits constituent la proportion majeure (plus de 50 pour cent) de la production nationale totale de ces produits. En pareil cas, les autorités fourniront une explication motivée démontrant les raisons pour lesquelles elles n'ont pas pu fonder l'évaluation du dommage sur des éléments de preuve ayant trait à l'ensemble des producteurs nationaux."

---